

Communiqué de presse du 06 novembre 2010

Hôpital de Moissac : De mauvais jours en préparation ?

Les travaux de l'EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personne Agées Dépendantes) à Moissac ont tout juste débuté mais pouvons-nous être rassurés quant à leurs aboutissements? L'établissement a-t-il eu l'autorisation d'emprunts? Il semble que oui mais ce grand projet, répondant à un besoin de la population, risque de limiter les capacités d'investissement. En effet l'ARS (Agence régionale de Santé) limite de fait notre capacité d'emprunt sans tenir compte des besoins de la population, au motif qu'il ne faut pas créer trop d'offres de soins pour ne pas créer trop de besoins.

Pourtant, nous ne nous rendons pas à l'Hôpital pour consommer comme dans un vulgaire supermarché !

Un autre projet est en cours: la création de 12 lits de Soins De Suites et de Réadaptation, complétant les 12 lits existants déjà à Moissac et les 24 à Castelsarrasin. Ce type de service est utile pour libérer des lits en médecine, et pour anticiper les retours au domicile et donc les sécuriser.

Ici, pense-t-on créer une offre ou répondre à un besoin ?

Ce projet semble aujourd'hui « gelé » par les tutelles, pendant que Mme Barège (député-maire de Montauban) n'hésite pas à parler de complémentarité Privé Public, nous parlons d'élargir l'offre de soin dans le service public.

Finis l'investissement, l'actualité est au projet médical commun avec le centre hospitalier du chef lieu quitte, comme le veulent certains, à avancer l'idée d'une mobilité du personnel, aggravant ainsi des conditions de travail garantes pourtant de la qualité des soins.

Si on coopère, peut-être aurons-nous en échange un plateau technique flambant neuf aux urgences !

Belle vitrine!

Mais faudra-t-il laisser le service de chirurgie en échange?

Il y a des cadeaux plus qu'empoisonnés !

En effet l'autorisation de renouvellement de l'activité chirurgicale, comme celle de tant d'autres établissements, n'a pas été donnée. **Est-elle soumise à condition de cette coopération et avec qui?**

Un jour nous avons reçu un scanner en échange de la maternité, et nous percevons 180 000 euros pour sa maintenance chaque année. Finis l'embellie, il semblerait que nous devions assurer désormais seul cette dépense.

Les tutelles finissent-elles toujours par se désengager?

L'hôpital ne semble pas dégager assez de bénéfices en vous soignant! Mais savez-vous que les consultations, qui permettent aux usagers de rencontrer des spécialistes sur place, ne génèrent aucun bénéfice si ce n'est le confort de cette proximité que nous souhaitons garder....

Notre système de santé se bâtit aujourd'hui autour de « l'hôpital entreprise ». Allons-nous laisser cela se produire? La pérennité de nos services est menacée! Faut-il parler des déficits ou du désengagement des tutelles ? **Devons-nous résister ou laisser démanteler le droit à la santé pour tous ?**

Des Conférences de Territoires se sont installées très rapidement sans aucune visibilité, sans concertation, excluant les usagers. **Serait-il interdit de débattre sur les fermetures de services, sur les projets à venir. Nos élus vont-ils jouer la transparence au-delà des déclarations en trompe l'œil?**

Le droit à la santé pour tous est en danger partout dans notre pays.

Nous appelons à la vigilance et à la solidarité avec l'ensemble des citoyennes et citoyens réunis dans les comités de défense.

**Maximilien Reynès-Dupleix & Véronique Malange
Candidats du Front de Gauche (PCF, PG, GU) pour le canton
Membres du comité de défense du CHIC**